

AMERIQUE LATINE

Bouleversements politiques et défis stratégiques

Entretien avec Janette Habel*

ContreTemps : L'arrivée au pouvoir d'Obama a-t-elle changé les relations entre les Etats-Unis et les pays d'Amérique latine ?

Janette Habel : En 2008, l'élection de Barack Obama avait suscité un réel espoir. Mais comme le constate l'essayiste Christian Salmon « Pour tous ceux qui avaient cru déceler dans son élection à la présidence des Etats-Unis la promesse d'un nouveau paradigme dans les relations internationales, la déception est cruelle^{1/} ». Il rappelle à ceux qui l'avaient oublié que les intérêts stratégiques nord-américains se jouent des alternances et des présidents, fussent-ils noirs et d'origine populaire. Les talentueux conseillers en communication du président américain ont, dans une conjoncture particulière, assuré l'élection de celui que *Le Monde* a caractérisé de « star politique de l'âge numérique^{1/} », alors que le prestige des Etats-Unis était terni par la présidence de George Bush. Mais les techniques de *marketing*, aussi perfectionnées soient-elles, ne peuvent dans la durée combler le décalage entre l'image et la réalité politique.

Après son échec aux élections de mi-mandat en novembre 2010, le président démocrate a déclaré : « Il ne faut pas négliger le *marketing*, les relations publiques et l'opinion publique », laissant ainsi entendre que sa défaite électorale sévère serait due à un déficit de communication. Cette conception médiatique de la politique éclaire le sens du fameux « *Yes we can* » comme n'étant qu'un simple slogan. Deux ans après son entrée à la Maison Blanche, Barack Obama a dilapidé l'essentiel de son crédit auprès des latino-américains et le *leadership* des Etats Unis s'est érodé.

La continuité l'a donc emporté sur le changement. Les promesses électorales n'ont pas été tenues. La première d'entre elles - la fermeture de la base de Guantánamo - ne sera pas réalisée. Contraint après l'élection de Rafael Correa en Equateur de quitter la base militaire stratégique de Manta, le Pentagone avait conclu un accord avec le gouvernement colombien qui lui permet d'utiliser sept bases militaires dans ce pays qui partage avec le Venezuela une frontière commune d'environ 2000 kms. Après l'échec du coup d'Etat contre Hugo Chávez en 2002, deux autres tentatives de putsch ont eu lieu, au Honduras

* Janette Habel est politologue, spécialiste de l'Amérique latine contemporaine.

^{1/} Christian Salmon, *Le Monde* 5-6/12/2010.

^{2/} *Le Monde* 5-6/12/2010.

(juin 2009) et en Equateur (2010), contre des présidents démocratiquement élus. La première, au Honduras, a réussi, légitimée en dernière instance

MONDE

grâce à Washington, la deuxième a échoué. Le président hondurien Manuel Zelaya était accusé par les putschistes de vouloir violer la Constitution afin de pouvoir briguer un deuxième mandat. Or on sait aujourd'hui que les accusations à l'encontre de Manuel Zelaya étaient sans fondements. Dans le texte révélé par Wikileaks^{3/}, l'ambassade des États-Unis au Honduras reconnaît qu'il n'a "jamais été démontré que le président Zelaya ait enfreint la loi", et affirme que l'argument selon lequel il voulait perpétuer son pouvoir était "une pure supposition". Le document révèle que les arguments employés par Micheletti, les militaires et les politiques putschistes "n'ont pas de valeur substantielle", il ajoute que "certains sont ouvertement faux". Le rapport considère que plusieurs des mesures exécutées par les putschistes furent "clairement illégales", tel le fait que "les militaires ont chassé Zelaya du pays sans autorité pour le faire", ce qui "a violé de multiples garanties constitutionnelles, dont l'interdiction d'expatriation, la présomption d'innocence et le droit à un procès légal". Pourtant Washington a encouragé, puis avalisé des élections frauduleuses dans le pays, tandis que la résistance se pressait autour de l'ambassade du Brésil à Tegucigalpa où le président Zelaya s'était réfugié. Pour l'administration Obama l'évaluation des droits de l'homme n'est pas même un préalable à la discussion sur le retour du pays centraméricain au sein de l'Organisation des États Américains (OEA). Pourtant la Charte démocratique de l'OEA adoptée en 2001 lui recommandait d'intervenir en cas d'altération de l'ordre démocratique dans un de ses États membres. L'OEA n'a donc pas respecté sa Charte lors du coup d'État au Honduras. Depuis la prise de fonction du gouvernement de Porfirio Lobo, résultant du putsch, Human Rights Watch (HWR) a recensé 47 attaques, dont 18 assassinats de journalistes, de défenseurs des droits de l'homme ou d'opposants : la violence et l'impunité continuent. Les relations et l'aide financière au régime de Lobo ont été rétablies. L'intervention dans la crise hondurienne d'un groupe de sénateurs républicains favorables au coup d'État a bien montré que le Pentagone et les secteurs les plus conservateurs imposent toujours leurs solutions.

Est-ce à dire que rien n'a changé depuis la diplomatie de la canonnière ? Si la stratégie est la même, les changements tactiques et les modalités d'intervention sont différentes. La pratique des interventions militaires directes - comme lors du renversement d'Arbenz au Guatemala (1954) ou des débarquements de Marines, à Cuba lors de la Baie des Cochons (1961), en République dominicaine ou à Grenade - se fait rare. Elle n'a pas disparu, mais les nouveaux rapports de forces rendent sa réalisation plus difficile. Au cours des

années récentes deux tentatives de putsch sur trois ont échoué. Certes ce n'est pas la première fois dans l'histoire que l'on observe les « modalités changeantes de l'hégémonie des États-Unis^{4/} » : il suffit de comparer la politique d'Eisenhower et celle de

^{3/} Cf. le texte de Wikileaks émanant de l'ambassade états-unienne au Honduras : <http://cablegate.wikileaks.org/cable/2009/07/09TEGUCIGALPA645.html>

^{4/} Alain Rouquié, *Les Relations interaméricaines en perspective : entre crises et alliances*, Éditions de l'Institut des Amériques, Paris, 2009, préface, p.7.

J.-F. Kennedy, celle de J. Carter et celle de R. Reagan. Certains analystes estiment qu'avec la fin de l'Union soviétique et de la Guerre froide, et du fait de la disparition de la menace cubaine le sous-continent ne représenterait plus une priorité pour l'administration américaine^{5/} en charge de deux guerres sur d'autres continents. Ce constat n'est vrai que tant que les intérêts commerciaux ou sécuritaires de Washington ne sont pas menacés : les tentatives de coup d'Etat des dernières années se sont produites précisément dans des pays où les intérêts américains étaient en danger.

CT : De ce point de vue, où en est la confrontation avec le Venezuela et le régime Chávez ?

J. H. : De nombreux observateurs oublient souvent que, vu de Washington, le Venezuela appartient au périmètre de sécurité des Caraïbes. Lors de son voyage mouvementé en Amérique latine en 1955, le vice-président des États-Unis Richard Nixon avait évoqué le projet d'une Fédération des Caraïbes qui devait regrouper les cinq républiques d'Amérique centrale, plus le Panama, Cuba, Haïti, la République dominicaine, et le Venezuela. Au passif des relations entre les deux États il faut ajouter la Légion du mérite (la plus haute récompense décernée à des dignitaires étrangers) attribuée par le président Eisenhower au dictateur vénézuélien Marcos Perez Jiménez (1952-1958), alors que le président vénézuélien en exil Romulo Betancourt était abandonné à son sort. Lors de sa tournée en Amérique latine en 1958, Nixon et son épouse avaient failli être lynchés par une foule déchaînée à Caracas^{6/}. A la même époque la Maison Blanche avait aussi soutenu le dictateur cubain Fulgencio Batista (1952-1958) en lui fournissant des armes, et le vice-président Nixon lui avait rendu hommage en le comparant à Abraham Lincoln. Ces antécédents historiques et le contexte géopolitique constituent la toile de fond de l'accession au pouvoir de Hugo Chávez.

La diplomatie pétrolière de Chávez sur le plan régional et international, la mise sur pied d'une nouvelle alliance énergétique dans les Caraïbes avec Petrocaribe, la coopération privilégiée avec Cuba, la Bolivie et l'Équateur (entre autres) dans le cadre de l'ALBA, le rapprochement avec la Chine et la Russie et la proposition d'un monde multipolaire ne pouvaient que susciter l'hostilité de l'administration américaine pour qui récupérer les immenses ressources pétrolières vénézuéliennes, infiniment plus proches des côtes américaines que le lointain Moyen Orient, représente un objectif stratégique.

En prenant la tête de la fronde latino-américaine Hugo Chávez contribua non seulement au report *sine die* du projet de l'ALCA, mais il initia aussi la longue marche du sous continent vers son unité. Certes les obstacles sur la voie d'une intégration latino-américaine sont encore considérables, mais

la mise sur pied de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), qui est un contrepoids important à l'Amérique du Nord, représente un

^{5/} Alain Rouquié, *Ibid.*, préface, p.7.

^{6/} Stephen Rabe *Eisenhower and Latin America : the foreign Policy of anticommunism*, Chapel Hill, University of North Carolina, 1988.

MONDE

pas en avant dans ce sens. Comme le remarque A. Rouquié^{7/} : « A travers ce projet l'autre Amérique se donne des institutions régionales spécifiques dont les Etats-Unis et le Canada sont exclus, de même que le Mexique et les pays de l'isthme », témoignant ainsi d'une indépendance accrue des Etats de l'ensemble de la région.

CT : Va-t-on vers une exacerbation de l'affrontement ?

J. H. : Confrontée à cette situation l'administration américaine avait dans un premier temps mis en oeuvre une stratégie axée sur la confrontation directe (tentative de coup d'Etat, grève générale de l'entreprise pétrolière PVDSA pour paralyser le pays). Après l'échec de ces tentatives, elle a cherché à déstabiliser le régime de l'intérieur en réorganisant une opposition affaiblie par ses échecs et ses divisions. Mais le projet d'unifier des opposants en les transformant en porte drapeau de la défense de la démocratie et des droits de l'homme contre « la dictature » se heurte aux rapports de force sociaux et à la réalité politique fortement clivée du pays. L'appui des catégories sociales les plus pauvres à Hugo Chávez ne s'est pas démenti et la crédibilité des privilégiés de l'ancien régime est faible auprès des soutiens du président vénézuélien. Même s'il est tenu secret par Washington, qui refuse de préciser les noms des bénéficiaires^{8/}, le financement des groupes d'opposition par le biais de l'*US Agency for International Development* (USAID) ou le *National Endowment for democracy* (NED) est connu. Il vise à reconstituer l'influence américaine perdue depuis 10 ans tant sur le plan électoral et politique qu'au sein de l'armée.

La diabolisation du régime de Hugo Chávez s'appuie sur un triple dispositif : la dénonciation d'un « pouvoir non démocratique », avec son corollaire la prise de contrôle des médias, la complicité avec le terrorisme (les FARC colombiennes) et le narco-trafic, le tout devant conduire à l'isolement du régime et à sa défaite. C'est ainsi que le nouvel ambassadeur américain Larry Palmer incitait publiquement à rechercher des guerrilleros des FARC sur le territoire vénézuélien, provoquant en 2010 une nouvelle crise diplomatique entre les deux pays. La campagne de dénonciation du contrôle des médias par Hugo Chávez est récurrente^{9/}. *Time* du 29 mai 2007 titrait : « *Chávez étouffe-t-il les médias ?* ». La réponse ne fait aucun doute selon les patrons de presse vénézuéliens : le président du pays, M. Hugo Chávez, « *bride la liberté de la presse* » (BBC, 30 mars 2008). Après tout, n'a-t-il pas donné l'ordre de « *fermer 34 médias d'opposition* » (*Le Figaro*, 3 août 2009) prenant ainsi le « *contrôle* » de tout le secteur (*France Soir*, 3 août 2009) ? Pourtant une enquête - réalisée par le cabinet AGB Panamerica de Venezuela Medicion S.A., filiale vénézuélienne du groupe Nielsen Media Research International, auprès de 1 000 foyers représentatifs - montre que les chiffres sont d'une remarquable constance. En janvier 2000, les chaînes publiques recuei-

^{7/} A. Rouquié, *Ibid.*

^{8/} *Center for Economic and Policy Research*, 12/9/2008 « US should disclose its funding of opposition groups in Bolivia and other Latin American countries ».

^{9/} La valise diplomatique <<http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/>> 14 décembre 2010.

laient 2,04 % de l'audience, contre 80,79 % pour les chaînes privées (opposées au gouvernement d'Hugo Chávez pour la majorité d'entre elles) et 17,17 % pour la télévision à péage. En septembre 2010, la part des chaînes publiques était passée à 5,4 %, celle des chaînes privées à 61,42 % et celle de la télévision à péage à 33,14 %. Cette dernière a bénéficié du non renouvellement de la concession de la chaîne RCTV dont elle diffuse les très populaires séries.

On trouvera rarement des accusations équivalentes concernant le gouvernement hondurien de Lobo, dont pourtant RSF dénonçait en 2010 « la criminalisation des médias d'opposition et des radios communautaires devenue une sinistre norme depuis le coup d'Etat »^{10/}. La défense des droits de l'homme par l'administration américaine et ses remontrances démocratiques sont à géométrie variable. Accusé de complicité avec le terrorisme, le gouvernement vénézuélien est présenté comme un tremplin pour le narco-trafic, parce que refusant de coopérer avec la DEA (Agence américaine de lutte contre la drogue) dans la lutte contre les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC). Or des télégrammes diplomatiques américains révélés par WikiLeaks ont confirmé la présence au Pérou de cartels mexicains et colombiens^{11/}. Un expert antidrogue qui voyage régulièrement dans la vallée du VRAE^{12/} assure que les militaires péruviens contrôlent les routes du trafic, il considère que « l'implication de certains officiers dans les négoce illicites de la région est plausible ». Mais comme le gouvernement colombien, le gouvernement péruvien est un allié de Washington et bénéficie de la bienveillance de son administration. Alors que les Etats-Unis sont les plus importants consommateurs mondiaux de drogue, l'administration américaine concentre ses efforts sur les pays dont elle combat les dirigeants en privilégiant la répression. A l'inverse, les gouvernements latino-américains - à commencer par l'allié mexicain - lui demandent d'agir sur la consommation intérieure, de contrôler les flux financiers de blanchiment de l'argent, d'interdire la vente libre des armes et leur circulation à ses frontières.

Mais la volonté des Etats-Unis d'isoler Caracas du reste du continent a jusqu'à présent fait long feu. Les tensions frontalières très fortes lors de la présidence d'Alvaro Uribe se sont atténuées depuis l'élection du nouveau président Santos. L'agrobusiness et les industriels colombiens ne sont pas prêts à sacrifier leurs échanges commerciaux avec le Venezuela (qui avaient atteint dans le passé 7 milliards de dollars^{13/}) pour un hypothétique renversement de Hugo Chávez. Le président vénézuélien n'a pas hésité quant lui à extraditer en Colombie le journaliste et réfugié politique d'origine colombienne Pérez Becerra accusé par J.M. Santos d'être un dirigeant des FARC. Rappelant l'attaque contre un campement des FARC sur le sol équatorien en 2008, H.

Chávez a justifié cette décision par les risques que fait peser sur la sécurité du pays la qualification d'Etat terroriste. La normalisation des relations

^{10/} *Le Monde* 23/12/2010.

^{11/} *Le Monde* 14/12/2010

^{12/} Vallée des rivières Apurimac.

^{13/} *NACLA Report in the Americas*, mars /avril 2011.



entre les deux gouvernements, quels que soient leurs antagonismes, éloigne les risques de conflits qui pourraient faciliter l'ingérence de Washington. Les relations interaméricaines ont changé. Mais l'affaiblissement relatif, économique et politique, de la grande puissance du Nord n'exclut pas des tournants brutaux et la tentation de maintenir sa domination grâce à sa suprématie militaire.

CT : Pour l'ensemble de l'Amérique latine, la récente décennie a été marquée par de profonds bouleversements politiques, comment en faire le bilan et analyser les logiques à l'oeuvre ?

J. H. : Avant d'aborder cette première décennie du XXI^e siècle, il est utile de rappeler que la fin du XX^e siècle fut marquée dans la presque totalité des pays d'Amérique latine par l'existence de dictatures, auxquelles a succédé ce qui fut dénommé « consensus de Washington », c'est-à-dire des politiques néolibérales brutales qui ont conduit à des déstructurations sociales et économiques de nombreuses sociétés, alors même que l'implosion de l'Union soviétique sanctionnait l'échec des « socialismes réels » du XX^e siècle. C'est dans le contexte ainsi créé que se développèrent des mobilisations de grande ampleur, en particulier dans les pays andins, par exemple contre les multinationales de l'eau et du gaz... Celles-ci allaient trouver un débouché politique avec l'élection de gouvernements dont le programme annonçait des réformes sociales et politiques importantes dans une conjoncture marquée par la crise des vieux partis politiques. D'abord, en 1998, avec l'élection de Chávez au Venezuela, puis d'Evo Morales en Bolivie, de Rafael Correa en Equateur, et en 2011 d'Ollanta Humala au Pérou. Certains - c'est le cas d'Evo Morales - ont été portés au pouvoir par de puissants mouvements sociaux parfois semi-insurrectionnels. Ces gouvernements défendent un programme émancipateur, une « révolution citoyenne » : la refondation de la Nation, un projet de décolonisation pour les peuples originaires, la récupération des ressources naturelles et le respect de la bio-diversité, des réformes sociales. Au delà de leur diversité ces victoires électorales amorçaient une ère nouvelle en Amérique latine.

Ainsi cette première décennie du 21^e siècle fut celle d'un tournant important, à partir de l'expérience vénézuélienne certaines tâches démocratiques furent mises à l'ordre du jour : élection d'assemblées constituantes, accession à la citoyenneté de communautés indigènes, réalisation de conquêtes sociales en matière de santé et d'éducation... Pour sa part, le gouvernement Chávez a nationalisé des secteurs clés, défendu une politique anti-impérialiste, apporté une aide financière déterminante à l'Argentine confrontée à une crise majeure. Sur le plan international, en 2005, accompagné par le Brésil de Lula, le Président vénézuélien fut à la manœuvre pour faire échouer le projet de l'ALCA, une zone de libre-échange des Amériques (ZLEA en français), portée par les Etats-Unis, visant à consolider sous son hégémonie un grand marché de 800 millions d'habitants dont la réalisation aurait repré-

MONDE

senté un bouleversement géopolitique majeur. Succès politique accompagné, en 2001, puis en 2004, par la réalisation de l'ALBA (l'aube en espagnol), l'Alliance bolivarienne des Amériques, un accord fondé sur la solidarité entre le Venezuela et Cuba, puis rejoint par la Bolivie, l'Equateur, le Nicaragua et quelques petits Etats de la Caraïbe.

L'important est que cette alliance a été créée sur une base politique : l'indépendance par rapport aux Etats-Unis et une conception des échanges commerciaux plus équitable, plus solidaire. Le gouvernement Chávez a organisé des livraisons de pétrole vers Cuba et vers des petits pays de la Caraïbe à des conditions préférentielles, en termes de délais de paiement et de tarifs, donc selon des règles en rupture avec celles du libre échange pratiqué par les Etats-Unis ou l'Union européenne. Parallèlement étaient mises sur pied au Venezuela des *missions*, des programmes pour organiser des services sociaux d'éducation et de santé, ce avec l'aide de Cuba qui envoya des milliers de médecins. Ces *missions* ont permis une amélioration sensible des conditions de vie des plus pauvres.

L'Assemblée constituante vénézuélienne adopta également une mesure démocratique qui allait faire date : le droit de révocation des élus, dont le Président de la République, par référendum. Pratique qui a été utilisée par la droite contre Chávez, mais consultation dont il sortit vainqueur. Des conseils communaux ont été créés. Ils étaient supposés se structurer jusqu'au sommet du pouvoir pour contourner le vieil appareil d'Etat et en construire un nouveau, embryonnaire, remplaçant peu à peu l'ancien, mais le développement de ces conseils a été limité par la conception restrictive en termes de pluralisme qui préside aux destinées du Bolivarisme de Chávez. Celui-ci a construit son propre parti, le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) qui a souvent établi sa prééminence sur les conseils communaux.

La politique de Chávez a fait école dans la région sur ces deux plans : des réformes sociales et démocratiques, notamment avec la mise en place d'assemblées constituantes. Dans les pays andins, l'élection en Bolivie d'Evo Morales, premier président indigène et paysan, et en Equateur de Rafael Correa ont permis d'aborder dans des termes nouveaux la très importante question indigène : les communautés indiennes, majoritaires, mais depuis toujours spoliées et humiliées, furent reconnues dans leurs droits. En Bolivie, l'Assemblée constituante a non seulement reconnu ces droits, mais elle a établi un Etat plurinational. L'élection d'un président indien au Pérou représente aussi une rupture, même si cette victoire a été obtenue avec l'aide de conseillers brésiliens qui l'ont incité à la modération : le candidat a pris ses distances avec Chávez dont le soutien avait été jugé contre productif lors de la précédente élection. Aussitôt élu, Ollanta Humala a déclaré vouloir « effacer pour toujours le mot exclusion sociale de notre réalité ». Enfin en reconnaissant dans la Constitution les droits de la nature, les gouvernants équatoriens ont voulu dénoncer les dégâts écologiques causés par les multinationales.

Dans un contexte très différent, au Brésil, l'espoir de réformes structurelles (réforme de la fiscalité afin de réduire des inégalités sociales abyssales, réforme agraire, réforme urbaine, réforme du système financier, réforme institutionnelle et politique) favorisa en 2002 l'élection de Lula, dirigeant du Parti des Travailleurs (PT). Le nouveau président mit en œuvre une politique d'accompagnement social du libéralisme, un assistantisme inspiré par la Banque mondiale, mais dont il ne faut pas sous-estimer les effets en termes d'amélioration des conditions de vie des plus pauvres, notamment en matière d'éducation et de santé. Mais au lieu de la réforme agraire radicale attendue, c'est l'agro-business qui fut favorisé, pas ou peu les paysans sans terre. Dans un pays où les grandes propriétés de plus de 1000 hectares occupent 46% des terres, alors que les fermes de moins de 10 hectares n'en occupent que 3%, la concentration des terres s'est accrue - on dit même que Volkswagen contrôlerait 30 millions d'hectares^{14/} - et ce en dépit des mobilisations et des occupations des terres impulsées par le Mouvement des Sans Terre (MST), l'un des mouvements paysans les plus puissants d'Amérique latine.

Au Salvador, Mauricio Funes remporta l'élection présidentielle en 2009 avec l'appui du Front Farabundo Martí de Libération Nationale (FMLN) l'ancien Front guerrillero des années 1990. En Uruguay, c'est un ancien dirigeant de la guérilla des Tupamaros José Mugica qui remporta la Présidence de la République en 2010. Ces gouvernements furent élus sur la base d'un programme modéré, qui combine le maintien d'un développement capitaliste ne remettant pas en cause les politiques néo-libérales antérieures et des promesses de réformes. Dans ces pays les victoires électorales ont été acquises sans mobilisations populaires importantes. C'est la volonté d'en finir avec les destructions produites par le néo-libéralisme qui a été décisive, y compris en Equateur. « Nous sommes arrivés au gouvernement [en janvier 2007] pratiquement grâce à une réaction spontanée des citoyens » remarque le président équatorien Rafael Correa^{15/}.

Mais au delà de la diversité de ces expériences, on constate des traits similaires dans l'ensemble du continent : la satisfaction de revendications démocratiques très significatives, certaines réformes sociales, mais sans que s'affirme une perspective de transformation sociale d'ensemble, un « modèle » alternatif au capitalisme.

CT : Quels sont les débats stratégiques qui dans ce contexte traversent la gauche latino-américaine ?

J. H. : La gauche est confrontée à d'épineux problèmes stratégiques. On reste sous la domination de l'économie de marché : lors de la renégociation

des contrats des concessions ont été arrachés aux multinationales, mais les changements économiques, politiques et sociaux marquent le pas.

^{14/} NACLA Report in the Americas, mars /avril 2011, « Lula's legacy in Brazil », p. 29.

^{15/} Entretien avec Rafael Correa par I. Ramonet, *Nouveaux Cahiers du Socialisme*, 7 janvier 2011.

MONDE

D'où des questions : Où va-t-on ? Quelle doit être la prochaine étape ? En fonction de quelle stratégie d'ensemble ? Semble dominer aujourd'hui une sorte de stagnation ou d'impasse des processus progressistes de la décennie précédente. Avec l'idée qu'on est pour longtemps dans une phase de développement économique et d'industrialisation à marche forcée, pré-condition de transformations sociales plus radicales, une conception qui rappelle le projet « développementiste » de la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine) dans les années 1950. Ainsi le vice président bolivien Garcia Linera, après avoir évoqué un « capitalisme andin », parle aujourd'hui de *Bloc national populaire*, et distingue contradiction principale (avec l'impérialisme américain) et contradictions secondaires (entre paysans et urbains, entre indigènes et non-indigènes...). Lorsqu'on lui demande de définir le concept de Révolution citoyenne le président équatorien Rafael Correa explique qu'il s'agit « d'un changement radical, profond et rapide des structures en place. Surtout en ce qui concerne les rapports de pouvoir. C'est le grand défi de l'Amérique latine du XXI^e siècle, du moins de la première partie de ce siècle. Un changement définitif des rapports de pouvoir ; celui-ci était aux mains de quelques personnes, de quelques élites qui nous ont toujours exploités avec la complicité de puissances étrangères. Le pouvoir doit passer aux mains des grandes majorités, ce qui aura un impact sur la qualité de l'Etat. Nous devons passer de l'Etat bourgeois et aller vers de véritables Etats populaires »^{16/}. Le problème est comment ?

Au Venezuela, l'ancien appareil d'Etat est toujours en place. Le Bolivarisme est une entité politique hétérogène où cohabitent des factions politiques opposées, Chávez arbitrant entre une gauche et une droite de ce même Bolivarisme. La « Bolibourgeoisie » en formation - une nouvelle bourgeoisie émergente - n'est pas prête à s'engager dans une dynamique de transformation sociale radicale. Bref, on est toujours dans une étape intermédiaire, qui ne débouche pas vraiment sur le « socialisme du 21^e siècle » revendiqué par Chávez et dont on a du mal à voir ce qu'il pourrait être. A présent, la maladie dont le président vénézuélien est victime introduit un élément majeur d'incertitude. Quant au nouveau président péruvien Ollanta Humala, à peine élu il a déclaré : « Nous promouvons une économie nationale de marché ouverte au monde alliant croissance, inclusion sociale et démocratie », tout en affirmant vouloir mettre en place des programmes sociaux. « Le défi est de réaliser la grande transformation du pays de manière graduelle ».

Au Brésil, après huit ans de gouvernement de Lula, du Parti des Travailleurs et de ses alliés, Walter Pomar qui appartient à la gauche du PT brésilien et coordonne le Forum de Sao Paulo auquel participent la plupart des partis de

^{16/} Ibid.

^{17/} « La izquierda en América latina y el Caribe : balance y desafíos ». Trinidad y Tobago, 12-13 mai 2011, séminaire organisé par le Movement for social justice.

gauche du continent, constate « l'influence matérielle, politique et idéologique croissante de différents secteurs de la bourgeoisie sur le PT »^{17/}.

Le courant de gauche Démocratie Socialiste (DS) se donne comme objectif de « construire un bloc historique de forces politiques et sociales » dont les classes travailleuses soient l'axe « sur la base d'un programme incluant les transformations en cours dans l'Etat et la société ». Mais il constate que l'organisation du PT est devenue une machine électorale, les nouveaux militants du Parti adhérant davantage à une candidature qu'à son programme. Cette dynamique est en contradiction ouverte avec les objectifs et les tâches politiques originels du PT conclut la DS, qui se prononce pour une révolution démocratique, construisant une dynamique de transition dans une perspective socialiste.

Les formes d'organisation et les rapports entre les partis politiques et les mouvements sociaux sont un autre thème de débat. L'échec et le discrédit des vieux partis, la défiance à l'égard des avant-gardes ont nourri des positions mouvementistes dénonçant le substitutisme de ces avant-gardes auto-proclamées. Mais les espoirs placés dans de nouvelles formes d'organisation, tel le MAS bolivien né des mouvements sociaux et qualifié d' « instrument politique pour la souveraineté des peuples », ont été déçus depuis la transformation de ce dernier en parti de gouvernement et la permanence en son sein de pratiques clientélistes. Le PSUV vénézuélien reste soumis au leadership charismatique de Hugo Chávez. Quant à l'ALIANZA PAIS équatorienne, c'est une coalition politique dont Rafael Correa dit lui-même qu'elle n'est pas une structure organisée ni mobilisée, et qu'elle reste à construire face à une opposition qui reste très offensive.

Enfin la difficulté de concilier, d'une part le respect de la bio-diversité et les exigences écologiques, ainsi que le respect des droits des communautés indigènes, et d'autre part les exigences du développement, représente une source de tensions. Les ambivalences des politiques du gouvernement d'Evo Morales et de Correa sont dénoncées, ils sont accusés de ne pas respecter leurs engagements. En Bolivie, cette logique s'affirme très fortement autour des thèmes de la *Pachamama* (la Terre mère) et des droits indigènes, critiquant les politiques dénoncées comme industrialistes et extractivistes. Mais pour César Cocarico, gouverneur de La Paz, la défense de la Terre-mère (*la Pachamama*) et de l'environnement n'interdit pas l'exploitation du pétrole dans le parc national de Madidi dont des études montrent le potentiel. Profiter des ressources naturelles du pays n'est pas contradictoire avec la défense de l'environnement, affirme-t-il. C'est pourtant le discours inverse qui a été tenu lors des mobilisations qui ont permis la victoire d'Evo Morales. Aujourd'hui le président bolivien disqualifie les organisations écologistes. « Les peuples originaires veulent une Amazonie sans pétrole. Mais alors de quoi allons nous vivre ? », s'interroge-t-il.^{18/}

En Équateur, on voit cette même logique avec le projet ITT-Yasuni de renoncement à exploiter le pétrole en Amazonie en échange de compensations

^{18/} *Debatir Bolivia*, M.Svampa, Pablo Stefanoni, Bruno Fornillo, Ed. Taurus, 2010, Buenos Aires.

financières de la part des pays riches. La question de savoir si, en l'absence

de ces compensations, il faudra ou non exploiter le pétrole divise et paralyse la gauche, se dessine une possible opposition entre certaines communautés indigènes et d'autres secteurs de la population. Ainsi certains secteurs indigènes ont approuvé la tentative de coup d'État contre Correa, d'autres ont refusé de la condamner. Cette question du développement crée des débats et des divisions préoccupantes.

Walter Pomar remarque que tous les gouvernements que nous évoquons sont nés de victoires électorales portées par des forces composites, dont certaines ne sont pas favorables à des changements radicaux. Or, impulser des changements structurels à partir de victoires électorales demande des appuis et des mobilisations beaucoup plus importantes que pour remporter des élections.

C'est une différence complète avec ce qu'a représenté en 1959 à Cuba la victoire de la lutte armée de Fidel Castro et Che Guevara qui s'est traduite par la destruction totale de l'ancien appareil d'État de la dictature de Batista, alors qu'aujourd'hui dans tous ces pays l'appareil d'État est inchangé et la bourgeoisie bien présente. Sans oublier un contexte international radicalement différent de globalisation du capitalisme, et ce sous le regard toujours menaçant du grand voisin du Nord. Autrement dit, tous les problèmes liés au développement inégal et combiné demeurent sans qu'une alternative politique ne se dessine. A quoi il faut à présent ajouter un nouvel intervenant extérieur très puissant : la Chine, affairiste et cynique, qui puise dans les matières premières du continent et négocie au cas par cas ses appuis en fonction de ses intérêts propres.

CT : L'intégration régionale est-elle la précondition de la transition au socialisme ?

J. H. : Face à ces difficultés, les partis du Forum de São Paulo tirent en effet la conclusion que la priorité doit être donnée à l'intégration économique régionale de tous les pays du sous-continent quel que soit leur système politique. D'où la réunion de la Communauté d'États d'Amérique latine et de la Caraïbe (CELAC) qui devait se tenir à Caracas au mois de juillet et qui a été reportée du fait de la maladie de Chávez. Mais s'il existe sur le continent une culture commune résultant de l'histoire, de la langue, de la religion, les différences sont nombreuses. Qu'on songe à la Bolivie, pays d'une grande pauvreté, dont les communautés indigènes ont remporté un succès considérable mais qui se heurte à des problèmes économiques écrasants. A l'opposé, le Brésil, pays semi industrialisé et grande puissance émergente, vise à consolider son leadership.

Néanmoins de multiples regroupements s'opèrent dans différents domaines, y compris militaires, qui *de facto* contournent l'Organisation des États américains (O.E.A.) où les États Unis ont conservé une influence déterminante. En novembre 2009, le Conseil de défense de l'UNASUR avait permis la signature d'une résolution comportant de nombreuses mesures. Elle prévoyait l'échange

MONDE

d'informations sur les systèmes de défense, les accords signés et les manœuvres programmées; la coopération en matière de lutte contre les trafics et le terrorisme; des garanties que les accords de coopération en matière de défense souscrits par les membres de l'UNASUR contiennent une clause de non intervention dans les affaires intérieures des autres membres. Un tel « exercice de diplomatie collective autour d'un agenda de sécurité », dont les Etats Unis ne font pas partie, peut mettre en porte-à-faux les orientations de la diplomatie nord-américaine : les ingérences de celle-ci sont souvent justifiées par les problèmes sécuritaires, comme le souligne le politologue Olivier Dabène^{19'}.

Les rapports de forces actuels rendent difficiles l'élaboration d'une stratégie de transformation sociale et la définition de ce que pourrait être l'alternative socialiste. Mais, dans le même temps, toutes ces questions sont sur la place publique, beaucoup de discussions par exemple renvoient à l'analyse de ce que fut l'expérience chilienne. Ainsi se trouvent posés tous les termes du débat sur la transformation sociale dans un contexte de mondialisation et dans un continent où, contrairement au passé, existent des marges de manœuvre réelles du fait de l'affaiblissement, certes relatif, de la domination américaine.

Les limites de ce débat sont d'ordre théorique, liées à la difficulté de définir ce qu'on entend par socialisme, et faute d'avoir tiré toutes les leçons de l'échec du prétendu « socialisme réel » : le constat de cet échec est général, mais quant au pourquoi et au comment, la réflexion est insuffisante. C'est là un lourd handicap. La question cubaine s'inscrit dans ce cadre : durant des décennies, on s'est appuyé sur le fait que face à l'impérialisme américain il fallait à juste titre défendre Cuba, et qu'on verrait plus tard pour le reste, on fermait les yeux sur les faiblesses. Aujourd'hui, la crise économique et politique est là, le modèle cubain est épuisé, c'est Raul Castro lui-même qui le dit. Mais les causes de la crise n'ont pas été analysées, ce qui laisse place à toutes les ambiguïtés, révisions ou falsifications historiques.

Or, Cuba est partie prenante de toutes les transformations en cours dans le continent, participe à tous les forums existants. Cette intégration oblige l'île à s'adapter, ne serait-ce qu'en fonction de ses échanges économiques avec le Venezuela et les autres pays.

CT : Le Parti communiste cubain a récemment tenu son congrès, qu'en ressort-il ?

J. H. : Le congrès du Parti communiste cubain (PCC), qui s'est tenu en avril dernier, a décidé de réformes importantes : davantage d'économie de marché, reconnaissance de l'initiative privée, droit d'embaucher pour les travailleurs indépendants, ce qui implique l'existence d'un marché du travail, recherche d'investissements étrangers, licenciements des salariés en

^{19'} Olivier Dabène, *Amérique latine Political Outlook 2009*, Sciences Po, www.opalc.org

surnombre (entre 1 et 1,3 million), suppression du carnet de rationne-

ment, condamnation du « paternalisme et de l'égalitarisme », remise en cause des acquis antérieurs...

Le débat interne porte sur la nature de ces réformes. Certains dirigeants dénoncent une « bureaucratie incompétente, ignorante, imbécile » ! La référence dominante c'est la Chine, et surtout le Vietnam, pays dont la taille permet davantage la comparaison, qui conduit à préconiser la libéralisation économique sous le contrôle d'un pouvoir politique fort. L'objectif étant d'introduire des critères de rentabilité dans les entreprises et l'administration. C'est l'option de la direction du PCC, à propos de laquelle Raul Castro explique que poussée jusqu'au bout elle impliquera des « changements structurels » de l'économie cubaine. Aujourd'hui, cette politique économique est mise en œuvre de manière très graduelle et prudente, du fait de ses conséquences sociales. En effet on sait qu'au sein des grandes entreprises certains débats ont été houleux : qui va décider des licenciements ? Ces dirigeants dénoncés comme des incompétents notoires ? En fait, la transition préconisée apparaît problématique : il faut sortir de ce qui est dénoncé comme « une ère de folie et de non-sens », mais pour aller vers quoi ? D'autres défendent une forme de NEP (nouvelle politique économique), jugée inévitable, mais devant s'accompagner de changements dans l'exercice du pouvoir : décentralisation du pouvoir d'État, lutte contre la bureaucratie, prise en charge à l'échelle locale du pouvoir populaire et de la démocratie participative, mise en place de coopératives et de mécanismes autogestionnaires dans les entreprises... Ces positions, qui renvoient à un socialisme démocratique et autogestionnaire, sont défendues par des intellectuels et certains cadres du PC, mais elles sont très minoritaires faute d'un réel débat démocratique organisé.

Cuba est à la croisée des chemins. On voit que si se réalisent des avancées dans d'autres pays d'Amérique latine cela aura des répercussions positives dans l'île. Mais si, à l'inverse, il y a stagnation, voire reculs, les conséquences négatives sur Cuba seront elles aussi directes. La situation n'est pas la même que lors de la crise dans les pays de l'Est européen : Cuba est directement partie prenante de tout ce qui se passe ailleurs en Amérique latine, les interactions sont immédiates. Cela signifie à la fois un espoir et des risques majeurs. A cet égard l'issue de l'élection présidentielle au Venezuela en 2012 sera capitale, mais tant que la structure de l'État n'aura pas connu une profonde transformation démocratique, le système électoral traditionnel restera ambivalent : conquête populaire d'un côté, « nœud coulant démocratique » de l'autre.

*Propos recueillis par
Francis Sitel.*